

*L'ajournement*

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Comme aucun autre député ne demande la parole, l'heure réservée à l'étude des initiatives parlementaires est maintenant écoulée.

Conformément au paragraphe 96(1) du Règlement, l'article est rayé du *Feuilleton*.

[Français]

## SUSPENSION DE LA SÉANCE

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Je suspends donc la séance jusqu'à 18 heures, pour la motion d'ajournement.

(La séance est suspendue à 17 h 56.)

## REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 18 heures.

**MOTION D'AJOURNEMENT**

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité avec l'article 38 du Règlement.

## LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**Mme Mary Clancy (Halifax):** Monsieur le Président, je prends la parole ce soir pour aborder un sujet qui est certainement cher à certaines personnes, mais qui n'est pas cher à la majorité des Canadiens. Je parle évidemment de la taxe sur les produits et services.

Aujourd'hui, notre pays a le régime fiscal le plus compliqué du monde. Cela est assez étrange lorsqu'on pense que le gouvernement a dit que la réforme fiscale était essentielle au bien-être du pays. Il a bel et bien parlé de réforme fiscale et non de misère fiscale.

Nous avons entendu le gouvernement dire, en parlant de la TPS, que l'harmonisation avec les provinces était nécessaire pour avoir une taxe juste pour les Canadiens. Le ministre des Finances de l'époque a également dit que l'harmonisation se ferait sans tarder. Cependant, nous voyons que l'écart entre ce qui a été dit et ce qui a été fait est énorme, et beaucoup de Canadiens sont à même de le constater parce que c'est eux qui sont pris dans le milieu.

Voici quelques exemples de tous les problèmes causés par la TPS: une taxe à deux niveaux difficile à percevoir et presque impossible à modifier, une récession d'origine purement canadienne accompagnée d'un malaise économique qu'on n'arrive pas à faire disparaître, la désindus-

trialisation de notre province la plus prospère et, enfin, un vide total dans le domaine du développement régional.

La petite entreprise avait raison de dire que la TPS est une tragédie fiscale nationale. Ce sont des paroles très révélatrices venant du secteur qui devait profiter le plus de cette nouvelle ère d'harmonie fiscale. Selon un sondage effectué par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, les coûts d'observation seraient d'environ 10 milliards de dollars. Ces 10 milliards de dollars sont généralement payés par les petites entreprises, par la femme ou l'homme qui est propriétaire d'un magasin, qui vend un produit, qui essaie de bien gagner sa vie en ces temps difficiles, voire de tout simplement la gagner.

Les grandes entreprises n'ont pas eu à payer pour le système dont elles ont largement profité. Elles n'ont pas eu à confier leur comptabilité à des spécialistes de l'extérieur et à en payer les coûts ni à assumer d'autres frais pour se conformer à la loi. Elles possédaient déjà les ressources nécessaires pour le faire. Le gouvernement a-t-il songé au propriétaire de dépanneur qui faisait lui-même sa comptabilité jusqu'à ce que cette monstrueuse tracasserie administrative ne lui tombe dessus?

Le gouvernement a-t-il songé à ceux qui travaillent dans le secteur des services, dans l'industrie touristique ou dans celle du transport? A-t-il pensé aux chauffeurs de taxi? Je suis certaine que tous les députés de cette Chambre doivent, à un moment ou à un autre, prendre un taxi. Si les députés veulent savoir ce que le Canadien ordinaire pense de cette taxe pernicieuse, qu'ils prennent un taxi dans la merveilleuse ville de Halifax. Si vous dites au chauffeur que vous êtes un député du parti ministériel, il vous dira clairement et succinctement ce que la population de Halifax et de la Nouvelle-Écosse pense de la TPS. Il vous dira ce que vous devriez en faire, selon eux, et vous saurez pourquoi les simples contribuables canadiens qui essaient de gagner leur vie et de survivre ont une si mauvaise opinion du gouvernement qui semble toujours là pour contrecarrer et faire échouer tous leurs efforts.

Monsieur le Président, c'est une honte et un scandale, et le gouvernement doit faire quelque chose pour simplifier la vie des Canadiens ordinaires.

**M. Bill Domm (secrétaire parlementaire du ministre des Sciences):** Monsieur le Président, je suis convaincu que les électeurs de la députée et les Néo-Écossais seront heureux d'apprendre que, si le gouvernement a remplacé la taxe sur les ventes des fabricants, c'est à l'invitation des trois partis politiques ayant participé aux